

FOURNITURE DES TABLIERS POUR LES NÉCESSITEUX

Ould-Abbès préfère le gré à gré

Le département de Ould-Abbès vient de signer des conventions avec des microentreprises pour la fourniture de 500 000 tabliers. Le marché s'élève à 6,5 milliards de centimes, mais le ministère de la Solidarité n'a visiblement pas jugé utile de passer par des appels d'offres pour la sélection des entreprises. Ce n'est pas la première fois que Ould-Abbès privilégie le gré à gré.

Nawal Imès- Alger (Le Soir)- Les conventions en question ont été signées avec des entreprises relevant de l'Agence nationale de gestion des micro-crédits (Angem) de Blida, Bouira,

Boumerdès, Tizi Ouzou, Tipasa et Alger. Au total, elles seront 188 microentreprises à fournir au ministère des tabliers bleus pour les garçons et roses pour les filles, qui seront distribués

aux enfants issus de familles à faible revenu. Le département en charge de la solidarité tente de justifier ce choix par la volonté de soutenir des entreprises qui avaient bénéficié de l'aide de l'Angem. Ce n'est pas la première fois que le ministère de la Solidarité fait ainsi l'impasse sur le code des marchés.

La sélection des fournisseurs chargés d'alimenter le fameux du couffin du Ramadan obéit au même

processus opaque. La suppression des opérations «couffin du Ramadan» souhaitée par beaucoup est justement due aux malversations enregistrées tout au long de la chaîne.

Il était justement question de remplacer ce couffin par un chèque qui serait directement versé dans les comptes personnels des personnes dans le besoin, mais le ministre de la Solidarité fait de la résistance puisqu'il s'est battu pour

le maintien de la même formule. Le chèque ? On le promet pour l'année prochaine. En attendant, le ministère perpétue la tradition. Il fera certainement de même avec les trousseaux scolaires et les bus qui serviront au ramassage scolaire dans les zones reculées. C'est ainsi qu'il annonce que 2 milliards de dinars avaient été consacrés à l'acquisition de 1 000 bus scolaires qui seront, a-t-il dit, distribués lors de l'an-

née scolaire 2009-2010. Confortablement assis sur un matelas de 890 milliards de dinars rien que pour l'année en cours, Ould-Abbès semble avoir encore beaucoup de projets à mettre en route. Des projets qui mériteraient d'être menés dans une plus grande transparence. Aussi généreuses soient les opérations, lorsqu'elles sont entourées d'opacité, elles perdent toute crédibilité.

N. I.

LE PROJET DES 556 LOGEMENTS AADL EL-ACHOUR BIS RISQUE DE NE PAS VOIR LE JOUR

«Il y a anguille sous roche»

Cela fait des années que les bénéficiaires du site des 556 logements AADL El-Achour bis attendent la livraison de leurs habitations, alors que ce chantier est toujours à l'arrêt. Après avoir organisé une protestation en juin dernier, les bénéficiaires sont montés hier au créneau en menaçant d'occuper le site si le projet n'est pas livré avant la fin de l'année.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Bien que les bénéficiaires aient payé la première tranche au premier semestre 2002, avec l'espoir d'occuper les lieux dans un délai de 18 mois maximum, conformément aux instructions du président de la République, des années sont déjà passés et le projet n'a toujours pas été finalisé.

Ce projet destiné aux cadres et aux fonctionnaires moyens a été confié en 2003 à une entreprise chinoise qui, au bout d'une année de chantier, a arrêté les travaux après la résiliation du contrat sur ordre du chef du gouvernement à cette époque.

Pour rappel, à cette période, beaucoup de

contrat de projets de logements AADL ont été résiliés, pour être relancé six mois après, contrairement à celui d'El-Achour qui est resté pendant 3 ans à l'arrêt, avant d'être cédé à un entrepreneur libanais en novembre 2006, accusant beaucoup de retard dans l'avancement des travaux, avant de les rompre à son tour en février 2009.

Devant cet état de fait, les bénéficiaires ont essayé de frapper à toutes les portes, avant de recourir à la contestation. Une fois reçus par le directeur général de l'AADL, ce dernier leur a expliqué que beaucoup de malfaçons ont été constatés sur le site et que l'entrepreneur a demandé 25 000 DA sur le

mètre carré au lieu des 18 000 prévus, ce qui les a obligé à arrêter le projet.

Et ce alors que les bénéficiaires affirment que les habitations sont parfaitement conçues et que justement les chambres et les halls sont très spacieux par rapport aux autres sites ADDL. «Ce sont des appartements de standing, des châteaux...», soulignent-ils.

De son côté, le maître de l'œuvre, en l'occurrence l'entrepreneur libanais, affirme qu'il n'a pas été payé et que les 7 000 DA ajoutés sur le mètre carré sont justifiés par la qualité du travail qu'il a effectué,

contrairement aux autres sites, selon les bénéficiaires.

Mais le DG de l'AADL campe toujours sur sa décision, en avançant cet argument : «Si je le paie, il s'enfuira avec l'agent et le projet restera à demi-réalisé.»

L'entrepreneur libanais, lui, dit ne pas avoir suffisamment d'argent pour poursuivre le chantier, ce qui nécessite que l'AADL lui délivre une partie du coût du marché, pour la tranche réalisée. Après avoir longtemps traîné, les bénéficiaires ont aujourd'hui la certitude qu'il y a bien quelque chose derrière

re tout ce manège. «Ce site est particulier, il est largement différent des autres.

Les chambres et les couloirs sont très spacieux et le style architectural des appartements est unique. C'est ce qui a poussé des gens bien placés à saboter l'avancement des travaux, afin que les véritables bénéficiaires se lassent et abandonnent leurs habitations pour ensuite les récupérer. Sinon qu'est-ce qui explique tout ce temps qu'a pris le projet. Durant tout ce temps, on aurait pu construire un gratte-ciel», ont-t-il estimé.

En effet, pendant que

les travaux restent à l'arrêt, il est à constater que les seules victimes sont les bénéficiaires. Beaucoup d'entre eux ont loué des toits à coups de millions en attendant la finalisation du projet, alors que d'autres vivent dans des conditions déplorables.

Enfin, si on est arrivé à stopper un projet qui a duré plus de 9 ans et à 80 % réalisé, c'est qu'il y a vraiment anguille sous roche. Une intervention de la part des premières instances compétentes s'avère plus qu'une urgence, afin de mettre un terme à ce cirque qui n'a que trop duré.

M. M.

La rentrée

Par Leila Hamoutène-Benlabed*

Image d'Epinal. Fin des vacances, retour un peu triste, premiers achats : les tabliers, le cartable, odeur du cuir (maintenant du plastique qui n'en a pas), les boîtes de couleurs, les crayons à tailler, l'encre des stylos, les livres à couvrir... le cœur serré.

Les parents sont là, graves et protecteurs. Tout se passera bien petit. L'avenir est devant toi, nous serons avec toi, entre toi et les autres, entre toi et la société jusqu'au jour béni où tu seras indépendant.

Alger, septembre 2009.

Première rentrée. Les frustrations s'accumulent : mon cartable n'est pas le plus beau, c'est le moins cher, mes tabliers sont sinistres et je garde les vieilles chaussures de mon frère aîné. Les parents de notre petit écolier sont là, graves et désespérés. Ils comptaient sur un crédit pour payer les fournitures scolaires, les vêtements de la rentrée et de l'Aïd. Et le carême qui coûte si cher !

Les parents sont là graves et désespérés car ils verront leur enfant cheminer tout au long de son cursus scolaire au sein d'un système aussi rassurant que des sables mouvants. Il s'y retrouvera seul, il devra oublier la langue orale de sa mère et se plier aux caprices d'un

ministère qui, à coup de réformes et de changements intempestifs, ne fera pas de sa vie d'écolier un long fleuve tranquille. Il n'y naviguera pas, il s'y engoullitera.

S'il en réchappe, c'est boosté par un rêve que les siens l'aideront à réaliser : partir s'accomplir ailleurs, dans un pays lointain. Laissant, avec leurs bénédictions, ses parents à leur existence pour se faire une vie.

Notre écolier aura eu le temps, pendant toutes ces années qu'aura duré son enfance puis

son adolescence, de voir se forger les destins de ces gamins rieurs qu'il va retrouver sur les bancs de l'école le jour de cette première rentrée.

Les uns, encouragés par le fatalisme de leur famille, ne feront rien, ils seront éjectés très vite de l'école et iront peupler les rues des grandes villes à la recherche d'un coup à faire, d'une rapine. Ils iront, plus tard, grossir les rangs des délinquants libérés généreusement à chaque festivité.

S'ils ne découvrent pas entre-temps La Voie Royale, combien plus lucrative et généreuse : le terrorisme. Réciter quelques versets en assassinant un pauvre policier, un jeune appelé ou un gendarme puis

se repentir et jouir ainsi des avantages d'une loi inique. Les autres, tous les autres, ceux qui auront rejeté le vol, le meurtre, le suicide, l'engluement n'auront qu'une issue : el-harga, l'exil pour échapper à l'injustice de voir s'étaler tant de richesses et ne pouvoir y avoir droit, il vaut mieux la vivre chez les autres, elle fait moins mal.

L'ostentation face à la misère, l'accomplissement face au désespoir, l'impunité face à la prison (s'ils échouent).

En face, un pouvoir qui s'enorgueillit de stocker des milliards de dollars mais est incapable de gérer une situation générée par lui : corruption, crimes économiques, détournements, violence, chômage, pauvreté avérée — n'en déplaise à notre ministre des Affaires religieuses —, des hommes politiques qui s'arrogent le droit de se faire Pope ou Pape - alors que l'Islam n'en a pas - pour déclarer le hidjab obligatoire (dixit Bouguerra Soltani), une justice malmenée mais qui refuse de se rendre, un mépris pour les enfants, pour les vieux, pour les pauvres, pour la fragilité, les idées.

Bien triste cette première rentrée.

L. H.-B.

* Ecrivain

COMMUNIQUÉ NEDJMA

50 minutes d'appels gratuits pour seulement 50 DA

En ce mois sacré du Ramadan et pour sa 2° promo, Nedjma offre la possibilité à ses clients de bénéficier de 50 minutes d'appels vers Nedjma pour seulement 50 DA : un tarif promotionnel défiant toute concurrence, soit 1 DA/mn de communication. Cette offre promotionnelle est valable du 27 août jusqu'au 17 septembre 2009 pour les clients de La Star, Twem, Nedjma+ et La 55.

Pour bénéficier de ce tarif exceptionnel, le client devra tout simplement composer le code *150# puis valider sa demande en appuyant sur OK. A partir de là, tous ses appels vers le réseau Nedjma seront gratuits jusqu'à l'épuisement des 50 minutes.

A noter que le client peut renouveler l'achat des 50 mn autant de fois qu'il le souhaite durant la même journée. Il pourra alors les utiliser pour effectuer plusieurs appels vers Nedjma, et cela jusqu'au lendemain à minuit.